

Les origines du

«La Révolution algérienne est l'œuvre d'un peuple qui n'a pas d'élite : l'historien y trouvera toutes les vertus populaires, mais aucune des qualités propres à une élite. La Révolution algérienne : un dépôt sacré entre des mains sacrilèges.»

(Malek Bennabi)

En engageant une guerre de libération contre le colonialisme entre 1954 et 1962, le peuple algérien a cessé d'être «colonisable». Sa récompense a été la reconquête de sa souveraineté. Le jour où il engagera un combat contre le despotisme, comme sont en train de le faire un certain nombre de peuples arabes, il se libérera du despotisme et sa récompense sera la démocratie. Comme on l'a déjà dit, le phénomène despotique est une culture, une manière de voir et de comprendre les choses portée aussi bien par le despote que par la majorité des individus composant le peuple. Il repose sur l'interaction des deux. On a mis aussi en parallèle les revendications corporatistes et les positions antagoniques des partis et conclu qu'elles avaient peu à voir avec le combat contre le despotisme.

Le despotisme ne se combat pas en brûlant les services administratifs, en pillant les commerces, en s'en prenant aux forces de l'ordre, ni même en chassant les détenteurs du pouvoir pour les remplacer au pied levé par les aventuriers et les charlatans que manquent rarement d'engendrer les événements révolutionnaires. Tout ce qu'on peut gagner, c'est un autre despotisme dont l'espérance de vie peut être longue. C'est ce qui a failli arriver dans le sillage d'Octobre 1988. C'est ce qui est arrivé aux Français après 1789 : des révolutionnaires sont devenus des dictateurs (Robespierre) ou des empereurs (Napoléon). C'est ce qu'on a vu à peu près partout où il y a eu des révolutions.

Le despotisme se combat en préparant l'alternative à lui substituer, mais celle-ci n'est pas encore au point chez nous. Il est temps d'y travailler.

En Tunisie, en Égypte et au Yémen, on peut dire que le peuple a réuni les conditions nécessaires à la formation de la «volonté populaire» puisqu'on a vu et entendu cette volonté : «ech-Châab yourid !» («Le peuple veut !»).

Le despotisme est inconcevable dans un pays où il y a une société civile mobilisable, une conscience politique citoyenne, et un corps électoral qui croit à l'importance du bulletin de vote.

Ce n'est pas parce qu'il n'y avait plus de candidats au despotisme, de généraux menaçants ou d'hommes politiques avides de pouvoir que la démocratie est apparue dans les pays démocratiques. Au contraire, la démocratie est le produit d'une lutte séculaire contre le despotisme

religieux, monarchique ou prétorien. Le despotisme, en tant que dérive psychologique, qu'instinct de domination, qu'inclination à l'imperium (le commandement en soi) existe et existera toujours dans la nature humaine, surtout chez ceux qui gravitent autour des centres de décision, politiciens et chefs militaires. La démocratie est un complexe de parades, un dispositif de protection, un ensemble de digues contre ces penchants. Tout homme en situation de pouvoir est porté au despotisme, ce sont les institutions et l'opinion publique de son pays qui brident ses pulsions.

De Gaulle et Churchill ont joué en tant que personnes un rôle prépondérant dans la libération ou le sauvetage de leurs nations pendant la Seconde Guerre mondiale, mais ils ne se sont pas prévalus de cette qualité, de leur «légitimité historique», pour imposer leur prétention à diriger leurs pays.

Au lendemain de la guerre, ils se sont présentés l'un et l'autre devant les électeurs, n'ont pas été élus, et se sont retirés de la vie politique. Le premier reviendra au pouvoir en 1958, appelé par une Quatrième République sur le

point de s'effondrer à cause de la guerre d'Algérie, mais il le quittera dix ans plus tard en démissionnant après que le peuple français ait rejeté le projet de réforme constitutionnelle qu'il lui avait soumis par voie référendaire. Les deux grands hommes pouvaient légitimement nourrir l'envie d'être placés à la tête de leurs pays en considération de leurs aptitudes exceptionnelles et

des éminents services rendus à leurs patries, ils pouvaient en tant qu'être humains être taradés par l'instinct de domination, mais ils n'auraient jamais violé la Constitution ou trafiqué les élections pour assouvir leur passion du pouvoir.

La société à laquelle ils appartenaient était immunisée par sa culture et ses lois contre de telles envies, de tels instincts, et la fraude électorale est un délit qui peut conduire son auteur en prison. Le despotisme ne peut pas s'imposer dans un pays démocratique quels que soient les événements qui peuvent y arriver, l'ambition qui peut animer les meilleurs de ses hommes, leurs états de service, ou leur état mental.

Si l'Algérie avait obtenu son indépendance à la manière tunisienne, marocaine, ou africaine, et non après une féroce lutte armée, ce sont les «politiques» comme Messali Hadj, Ferhat Abbas, Salah Bendjelloul, Cheikh Bachir El-Ibrahimi ou d'autres, qui auraient tout naturellement dirigé le pays puisqu'il n'y aurait pas eu de «moudjahidine», ni d'«armée des frontières». Mais comme il y a eu une féroce lutte armée, ce sont ceux qui portaient les armes qui ont pris le pouvoir. Pas ceux qui étaient à l'intérieur du pays, mais ceux qui étaient à l'extérieur. Un autre exemple : si le FIS avait accédé au pouvoir en janvier 1992 par la voie des urnes, ce sont les «politiques», Abassi Madani, Ali Benhadj, Zebda ou d'autres, qui auraient tout naturellement gouverné le pays. Mais il y a eu l'arrêt du processus électoral.

Supposons maintenant que les «djihadistes» du GIA, de l'AIS, du GSPC, c'est-

à-dire l'armée du FIS, sont parvenus à prendre le dessus sur les forces de l'ordre. C'est le «général» Chebouti, les «émirs» Layada, Madani Mazrag, Hattab ou d'autres, qui seraient actuellement à la présidence, au gouvernement et au ministère de la Défense.

Eux n'avaient pas d'armée des frontières. Ils auraient bien sûr fait une place dans la vitrine aux «civils» et «politiques», dont ceux de Sant'Egidio, qui auraient accepté de leur servir de trompe-l'œil. Ils auraient aussi liquidé quelques-uns de leurs anciens collègues risquant de leur faire de l'ombre, ou qui se seraient réfugiés à l'étranger pour leur faire de l'opposition.

La révolution du 1^{er}-Novembre 1954 a été déclenchée par un groupe de vingt-deux anciens membres de la branche armée du PPA-MTLD créée en février 1947 sous le nom d'Organisation spéciale (OS). La mèche de la révolution allumée, les uns se sont répartis sur les wilayas combattantes, les autres ont été arrêtés, et d'autres encore ont quitté le pays pour s'installer au Caire ou à Tunis. La première direction officielle de la Révolution s'est formée au Congrès de la Soummam en août 1956 sous le nom de «Comité de coordination et d'exécution» (CCE) qui comprenait cinq membres. Après l'arrestation de Ben M'hidi le 23 février 1957, le CCE quitte l'Algérie. Yacef Saâdi, dans son livre en trois tomes, *La Bataille d'Alger*, résume le sentiment des combattants de l'intérieur après ce départ : «Nos leaders avaient non seulement accompli un acte monstrueux, mais toute honte bue, ils avaient la prétention de continuer à diriger le combat de l'extérieur.

En s'expatriant volontairement, ils nous avaient froidement livrés au brasier...» Dans ses Mémoires (*Autopsie d'une guerre et l'indépendance confisquée*), Ferhat Abbas rapporte de son côté les propos tenus par Larbi Ben M'hidi au premier jour de la grève des Huit jours en janvier 1957 : «Lorsque nous serons libres, il se passera des choses terribles. On oubliera toutes les souffrances de notre peuple pour se disputer les places. Ce sera la lutte pour le pouvoir.

Nous sommes en pleine guerre et certains y pensent déjà... Oui, j'aimerais mourir au combat avant la fin...» Ben M'hidi mourra au combat quelques semaines plus tard.

En août 1957, Abane Ramdane est au Caire. Il confie à Ferhat Abbas, parlant des chefs militaires : «Ce sont de futurs potentats orientaux. Ils s'imaginent avoir droit de vie et de mort sur les populations qu'ils commandent. Ils constitueront un danger pour l'avenir de l'Algérie. Ce sont tous des assassins. Ils mèneront une politique personnelle contraire à l'unité de la nation. L'autorité qu'ils ont exercée ou qu'ils exerceront les rend arrogants et méprisants. Par leur attitude, ils sont la négation de la liberté et de la démocratie que nous voulons instaurer dans une Algérie indépendante. Je ne marche pas pour un tel avenir. L'Algérie n'est pas l'Orient où les potentats exercent un pouvoir sans partage. Nous sauverons nos libertés contre vents et marée. Même si nous devons y laisser notre peau.» Il la laissera effectivement, assassiné par ceux auxquels il s'était opposé.

Les révolutions arabes ont commencé dans les pays où le despotisme s'est exercé au nom de la légitimité «révolutionnaire» ou «historique», même s'il s'est, ultérieurement, mâtiné de démocratie «à l'arabe».



Par Nour-Eddine Boukrouh
nouredineboukrouh@yahoo.fr

Un deuxième CCE est mis en place en septembre 1957 et annule les principes arrêtés par le Congrès de la Soummam : primauté de l'intérieur sur l'extérieur et primauté du politique sur le militaire. Sur les quatorze membres qui ont pris la décision de cette annulation dont les conséquences seront catastrophiques pour le pays, trois sont en vie : Ahmed Ben Bella, Hocine Aït Ahmed et Abdelhamid Mehri. Les deux premiers étaient bien sûr en détention en France. Il faut dire que le premier CCE avait lui-même enterré le principe de la primauté de l'intérieur sur l'extérieur en quittant le territoire national. Lorsque, en septembre 1958, le GPRA et le CNRA sont proclamés au Caire, leurs membres ne sont pas désignés par le CNRA, comme le prévoyaient les textes, mais par le CCE. La primauté du militaire (incarné par les «trois B») sur le politique entraine dans les faits. Elle perdure à ce jour.

En juin 1959, le colonel Lotfi accompagne Ferhat Abbas en visite officielle en Yougoslavie. Fustigeant les rivalités entre les colonels, il lui dit : «J'ai observé chez le plus grand nombre d'entre eux une tendance aux méthodes fascistes. Ils rêvent tous d'être des sultans au pouvoir absolu. Derrière leurs querelles, j'aperçois un grave danger pour l'Algérie indépendante.

Ils n'ont aucune notion de la démocratie, de la liberté, de l'égalité entre les citoyens. Ils conserveront du commandement qu'ils exercent le goût du pouvoir et de l'autoritarisme. Que deviendra l'Algérie entre leurs mains ?» Lotfi tombera le 30 mars 1960, les armes à la main, dans la région de Béchar.

Ferhat Abbas rapporte aussi une confiance que lui a faite le psychiatre et écrivain antillais Frantz Fanon, qui avait rejoint la

Révolution algérienne, au sujet des incessants conflits entre les responsables militaires : «Un colonel leur réglera un jour leur compte, c'est le colonel Boumediène. Pour celui-ci, le goût du pouvoir et du commandement relève de la pathologie.» Après l'Indépendance, beaucoup d'anciens du PPA-MTLD, du CRUA et de l'OS qui avaient préparé et déclenché la lutte armée, de libéraux de l'UDMA, de membres dirigeants des «Oulamas» et de cadres du Parti communiste algérien, qui avaient pourtant tous rejoint la Révolution, seront interdits d'activité politique et d'expression, emprisonnés et quelques-uns assassinés.